

Les entreprises européennes plébiscitent l'Europe

Michel Tardieu - Juin 1996

L'Institut de l'Entreprise, dont une commission présidée par M. Daniel Dewavrin, prépare un rapport sur le thème de "l'Entreprise et l'Europe", a demandé à ses homologues du Vieux Continent de transmettre à leurs membres un questionnaire consacré à l'Union européenne. Les réponses publiées montrent la convergence des opinions patronales. Le parti de l'entreprise est aujourd'hui celui de l'Europe.

Sur le plan technique, les échantillons des différents pays ne sont pas assez homogènes pour permettre des comparaisons scientifiques. Et les partenaires qui nous les ont adressées n'ont pas tous indiqué les conditions exactes dans lesquelles les réponses avaient été collectées entre l'été 1995 et le début de 1996. L'IDEP, par exemple, a consulté uniquement ses adhérents, qui sont nombreux comparés à ceux d'autres organisations. L'"Institut der deutschen Wirtschaft Köln", qui regroupe des fédérations professionnelles, a envoyé 7 000 questionnaires et recueilli plus de 1 000 réponses. La valeur statistique des chiffres obtenus n'est pas la même partout et, parfois, il s'agit davantage d'interviews parallèles que d'un sondage précis. Tels qu'ils sont les résultats n'en méritent pas moins attention car ils bouleversent certaines idées reçues et montrent la cohérence des attitudes patronales.

LES ENTREPRISES EUROPEENNES VEULENT L'UNION

Dans tous les pays membres, les chefs d'entreprise sont favorables à la construction de l'Union européenne. C'est le premier enseignement de notre enquête : les avis positifs sont partout majoritaires, et spécialement en France. L'attachement des membres de l'IDEP à l'Europe était connu, il se trouve confirmé.

La position des praticiens de la production et du commerce ne coïncide peut-être pas toujours avec celle des opinions publiques, elle n'en traduit pas moins la réaction des hommes qui sont le plus directement confrontés à la concurrence étrangère. Leur réponse est claire : pour faire face à la globalisation de l'économie mondiale, ils souhaitent se placer à l'intérieur d'un ensemble économique puissant.

Un tel questionnaire ne dévoile pas les motivations profondes des échantillons consultés, mais il montre que tous considèrent l'Europe comme une nécessité incontournable. Qu'ils se prononcent par résignation, parce qu'ils ont peur des autres grands blocs, ou par esprit d'offensive, parce qu'ils veulent réaliser des affaires sur tous les continents, les patrons ont besoin de disposer à leur porte d'un vaste marché unique.

Un pays manque dans ce panel : la Grand-Bretagne qui n'est plus représentée dans notre association internationale. Il est néanmoins très intéressant de constater que ses chefs d'entreprise, selon le sondage présenté par le président du comité "Europe" de la "Confederation of british industry", sont aussi attachés à la construction européenne que leurs homologues du Continent . Interrogés par la CBI et la BBC, ils sont 90% à souhaiter que leur pays reste dans l'Union européenne.

Le consensus est rassurant, mais les différences de position sur les points techniques ne manquent pas d'intérêt. Elles s'expliquent, le plus souvent, par la vision que chaque pays se fait de ses forces et de ses faiblesses. C'est donc une série d'autoportraits qui se dessinent au fil des réponses. En souhaitant lier l'ensemble de leurs partenaires par la monnaie unique, les patrons français, bien qu'ils ne le disent pas, avouent qu'ils ressentent inconsciemment la politique du franc fort comme une contrainte qu'ils souhaitent voir partager. La même logique, pourrait les conduire à réclamer davantage de règles sociales communes puisqu'ils pensent supporter dans ce domaine des charges supérieures à celles de la plupart de leurs concurrents. Mais là, la coupe est pleine et l'aversion pour l'excès de textes passe avant le souci de la concurrence. Inversement, les Allemands ne sont pas très chauds pour la monnaie commune, ils désirent, en revanche, des règles sociales européennes.

Les chefs d'entreprise se prononcent par conviction personnelle. Au-delà, cependant, qu'ils appartiennent à des cultures plutôt colbertistes ou de tradition libre-échangiste, leur quasi unanimité montre qu'ils pratiquent une sorte de dialectique entre l'Europe et le monde. Même s'ils ont déjà dépassé l'étape de l'Europe, ils sont persuadés qu'ils ont besoin d'elle pour s'installer avec plus de sécurité sur d'autres continents. Ils savent d'expérience que les règles juridiques, et spécialement celles de la libre concurrence, sont d'autant mieux respectées que le partenaire qui s'en réclame est lui-même puissant.

Révéléateur du caractère de chacun des groupes qui y a répondu, ce sondage met en évidence trois niveaux d'analyse. Le premier porte sur les convictions et les objectifs, le second concerne les moyens choisis pour les satisfaire, le troisième étant plutôt réservé aux regrets.

LES CONVICTIONS

L'exception allemande

1 "Pouvez-vous indiquer le niveau de votre chiffre d'affaires pour nous permettre un classement des réponses par taille d'entreprise ?"

Beaucoup de personnes sondées ont omis de répondre à la première question sur leur chiffre d'affaires. Ce qui ne permet pas de savoir dans quelle mesure les avis exprimés varient selon la taille des entreprises. Une exception : l'Allemagne qui a fait un sondage ayant recueilli plus de 1 000 réponses dont la moitié sont issues de PME. Les différences entre la France et l'Allemagne seraient probablement moins fortes si l'échantillon français s'était élargi au-delà des adhérents de l'IDEP aux entreprises moyennes. Les réponses allemandes ont, en tout cas, l'avantage d'être représentatives de l'ensemble des entreprises d'Outre-Rhin.

Les résultats présentés apportent la confirmation que les adhérents des différents Instituts de l'Entreprise du Continent se situent bien sur la ligne européenne qui s'est dessinée au cours de leurs symposiums annuels.

Davantage d'Europe pour tous

2 "Souhaitez-vous, dans les domaines économique, financier, social, politique, militaire, globalement : davantage d'Europe, moins d'Europe ou le maintien du statu quo ?"

Dans le domaine économique, de 65 à 100% des chefs d'entreprise souhaitent davantage d'Europe. Avec une exception l'Italie. L'Italie, pas plus que la Grande-Bretagne ne participe aux travaux de l'association internationale des Instituts de l'Entreprise, mais l'IDEP entretient des relations avec "L'Institut pour les valeurs de l'entreprise" de Milan qui a bien voulu répondre à son questionnaire. Ce Club n'a pas une composition tout à fait comparable à celle des autres associations. Il compte, aux côtés des chefs d'entreprise, une forte proportion de professeurs et de conseillers. Particularité qui explique peut-être le cavalier seul de l'Italie sur l'ensemble de cette question.

L'attachement à leur propre système financier ressort immédiatement des réponses apportées par les Allemands à la deuxième partie de la question. C'est là qu'ils sont le moins européens, moins même que dans le domaine militaire. Le social, en revanche, les intéresse plus que les Français. Ses règles sont, en effet, celles qui suscitent le moins d'attente dans l'Hexagone, contrairement aux domaines militaires et politiques qui y soulèvent l'enthousiasme. Elles retiennent, en revanche, l'intérêt des Belges et des Portugais.

En ce qui concerne les Allemands, il faut probablement souligner que les réponses souhaitant moins d'Europe sont moitié moins nombreuses que celles des partisans du statu quo. En clair, l'Europe, telle qu'elle est et telle qu'elle sera, recueille une large majorité dans tous les cas.

On peut noter, au passage, que la politique n'éveille qu'un intérêt mesuré. Elle ne suscite pas de réponses très différentes de celles qui sont apportées aux autres questions et apparaît plutôt comme leur complément. Si cette analyse est la bonne, elle laisse une faible marge de manoeuvre à ceux qui souhaiteraient relancer la construction européenne par une initiative dans le domaine institutionnel capable de relayer la construction du marché unique. A moins que le grand public n'y soit plus sensible que les chefs d'entreprise.

Certains pays, comme l'Espagne, qui se disent réticents dans une majorité de secteurs d'activité ne s'en déclarent pas moins, à une forte majorité, "globalement" désireux de davantage d'Europe. Tous les sondages font ressortir des contradictions de ce genre et celui-ci n'échappe pas à la règle.

PAYS	ECONOMIQUE				FINANCIER			
	D'avantage d'Europe	Moins d'Europe	Statu quo	Ne se prononcent pas	D'avantage d'Europe	Moins d'Europe	Statu quo	Ne se prononcent pas
France	72	5	16	7	79	4	5	12
Espagne	72	2	15	11	77	5	10	8
Suède	81	-	3	16	76	2	7	15
Italie	15	-	3	82	15	-	2	83
Pays-Bas	100	-	-	-	100	-	-	-
Portugal	68	5	17	10	73	10	7	10
Allemagne	65	8	16	11	37	21	26	16
Belgique	73	5	5	17	75	2	5	18

PAYS	SOCIAL				POLITIQUE			
	D'avantage d'Europe	Moins d'Europe	Statu quo	Ne se prononcent pas	D'avantage d'Europe	Moins d'Europe	Statu quo	Ne se prononcent pas
France	33	14	29	24	67	7	9	17
Espagne	46	13	31	10	54	13	25	8
Suède	36	5	41	18	41	5	35	19
Italie	14	-	3	83	18	-	-	82
Pays-Bas	40	-	60	-	40	-	60	-
Portugal	66	5	19	10	19	29	37	15
Allemagne	50	14	20	16	47	13	23	17
Belgique	59	7	14	20	65	5	10	20

PAYS	MILITAIRE				GLOBALEMENT			
	D'avantage d'Europe	Moins d'Europe	Statu quo	Ne se prononcent pas	D'avantage d'Europe	Moins d'Europe	Statu quo	Ne se prononcent pas
France	71	3	7	19	76	2	5	17
Espagne	46	28	18	8	80	5	5	10
Suède	36	7	41	16	67	-	16	17
Italie	12	-	4	84	16	-	-	84
Pays-Bas	40	-	20	40	40	-	-	60
Portugal	46	7	32	15	51	2	17	30
Allemagne	43	9	28	20	46	8	20	26
Belgique	65	-	12	23	83	2	4	11

Assez de textes

3 "Pensez-vous qu'il y a aujourd'hui, dans la vie quotidienne de votre entreprise : trop de règles européennes, pas assez, suffisamment ?"

Ce sont les pays dont l'opinion publique est réputée la plus européenne qui déclarent majoritairement qu'il y a, aujourd'hui, dans les entreprises suffisamment de règles communautaires. Les pays plus soucieux d'ouverture sur le grand large comme l'Allemagne, la Suède et la Hollande trouvent plutôt qu'il y en a déjà trop. Mais globalement, il ne suffit pas d'être européen pour accepter que la Commission de Bruxelles intervienne dans tous les domaines de la vie quotidienne. Les partisans d'une augmentation des textes réglementaires ne constituent qu'une faible minorité.

PAYS	Trop de règles européennes	Pas assez de règles européennes	Suffisamment	Ne se prononcent pas
France	26	26	45	3
Espagne	13	38	49	-
Suède	45	10	38	7
Italie	13	33	54	-
Pays-Bas	40	-	20	40
Portugal	29	17	51	3
Allemagne	52	9	38	1
Belgique	15	33	47	5

L'ambiguïté sociale

4 "L'intégration européenne nécessite-t-elle des règles sociales communes : oui, non, sans opinion ?"

Les Italiens sondés qui ne se prononçaient guère sur l'extension des domaines d'intervention de l'Union, y compris dans le domaine social, considèrent à la quasi unanimité que l'intégration européenne exige des règles sociales communes. Sentiment partagé par les autres pays et notamment l'Allemagne. La France se retrouve, cette fois-ci, plus proche de la Suède et des Pays-Bas que de ses partenaires latins. Cette question entraîne une forte dispersion des réponses, probablement parce qu'elle est perçue tantôt comme une menace de règles nouvelles et tantôt une occasion de faire partager ses propres obligations par ses partenaires.

	OUI	NON	Ne se prononcent pas
France	55	41	4
Espagne	76	20	4
Suède	43	40	17
Italie	98	-	2
Pays-Bas	40	60	-
Portugal	73	27	-
Allemagne	73	22	5
Belgique	76	16	8

Des "technocrates"

5 "Selon vous, les normes arrêtées à Bruxelles, dépendent davantage : de choix technocratiques, ou de lobbying effectué par les professions ?"

Quand il s'agit de l'image de Bruxelles, les clivages géographiques n'ont plus cours. Pour les chefs d'entreprise interrogés, les membres de la Commission européenne sont des technocrates. Habités depuis longtemps à ce style de hauts fonctionnaires, les Français sont parmi les moins affirmatifs, tandis que les Hollandais se prononcent dans ce sens à 80% et les Allemands à plus de 70%. Amsterdam et Hambourg ne sont pas loin de la culture londonienne qui accepte mal la façon dont les fonctionnaires de Bruxelles court-circuitent les parlements nationaux. Les convictions de l'Europe du Nord sont libérales. L'Union ne doit pas être entravée par des réglementations tâtilloises.

Ce sont des pays qui n'ont pas la réputation de pratiquer le meilleur lobbying auprès de la Commission, la Belgique, la France et le Portugal qui donnent la part la plus importante aux effets de cette activité dans les décisions de Bruxelles.

	Des choix technologiques	Du lobbying effectué par les professions	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	57	36	7
Espagne	61	31	8
Suède	62	27	11
Italie	60	20	20
Pays-Bas	80	20	-
Portugal	50	50	-
Allemagne	71	16	13
Belgique	51	42	7

L'optimisme suédois

6 "Avez-vous l'impression que vos intérêts sont efficacement défendus par les instances communautaires de Bruxelles"?

Les réponses à la question N°6 découlent très logiquement de l'affirmation précédente. Bon lobbying ou pas, les technocrates ne savent pas défendre correctement les intérêts de l'entreprise. Les Allemands sont les plus sévères. Leur position peut paraître en contradiction avec la demande qu'ils font de règles sociales supplémentaires. Si les intérêts des entreprises ne sont pas correctement pris en compte par ceux qui édictent les règlements, pourquoi leur demander d'intervenir davantage ? Il est à noter que les Suédois sont les moins déçus de la façon dont leurs positions sont défendues. Optimisme qui n'est peut-être pas sans rapport avec le fait qu'ils sont aussi les derniers entrés dans l'Union.

	OUI	NON	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	11	64	25
Espagne	16	74	10
Suède	40	20	40
Italie	20	67	13
Pays-Bas	20	60	20
Portugal	8	69	23
Allemagne	8	75	17
Belgique	21	51	28

LES BONS MOYENS DE RENFORCER L'EUROPE

"L'Euro" partout en tête

7 "Etes-vous favorable à la monnaie unique : oui, non, sans opinion ?"

Là, le décrochage est très net entre l'Allemagne et les autres pays. La première est plutôt réticente pour abandonner une monnaie qui lui donne satisfaction. Elle n'accorde à la monnaie unique qu'une faible préférence, alors que 70 à 100 % des patrons européens interrogés lui sont favorables. Cette réponse massive contraste avec les positions alambiquées d'une partie de la classe politique européenne. Il faut souhaiter que tous les gouvernements prennent en compte le désir des chefs d'entreprise de disposer d'une monnaie qui supprime les manipulations de taux de change entre voisins et contribue à régulariser le système international des paiements.

Les entreprises britanniques ne sont pas représentées dans notre panel. Mais le président du comité "Europe" de la "Confederation of british industry", M. Niall Fitzgerald, a pu affirmer, devant la conférence nationale de la CBI, que la majorité des membres de cette organisation se prononçait en faveur de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le groupe des pays leaders qui créeront une monnaie commune et que 22% des autres membres demandaient que le gouvernement anglais laisse ouverte la possibilité de rejoindre la monnaie commune à plus long terme. Il y a donc une vaste majorité parmi les chefs d'entreprise européens pour plébisciter l'Euro. Surtout quand ils sont responsables de grands groupes. Même en Allemagne, ce sont les PME qui fournissent les gros bataillons de l'opposition à l'intégration monétaire.

	OUI	NON	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	90	9	1
Espagne	87	8	5
Suède	69	19	12
Italie	98	-	2
Pays-Bas	100	-	-
Portugal	90	10	-
Allemagne	50	46	4
Belgique	94	6	-

L'impatience française

8 "Si vous êtes favorable à la monnaie unique, pensez-vous qu'il faut la réaliser : à court terme, à long terme, sans opinion ?"

La froideur allemande se confirme sur les délais. Parmi les entreprises sondées, ce sont fort logiquement celles des pays à monnaie stable, la France et la Hollande, qui sont davantage pressées de réaliser l'union monétaire que celles des pays qui ont récemment dévalué. Mais les délais ne changent rien à la conviction générale qu'il faut un système des paiements européens unique. Les Français se situent dans le camp des plus impatientes. Ce n'est pas une surprise : le franc donne souvent l'impression de vivre au dessus de ses moyens. Et depuis trois quarts de siècle, la France a toujours prêté plus d'importance que ses partenaires aux problèmes monétaires. La passion de ses chefs d'entreprise pour la monnaie unique a probablement été renforcée par la crise sociale récente. Ils souhaitent noyer dans une culture plus libérale, la France des statuts et de l'économie administrée.

	A court terme	A long terme	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	78	14	8
Espagne	39	46	15
Suède	12	53	35
Italie	40	60	-
Pays-Bas	60	40	-
Portugal	49	37	14
Allemagne	17	37	46
Belgique	75	15	10

Une politique commune pour mieux exporter

9 "Souhaitez-vous une politique commune à l'égard des pays-tiers : oui, non, sans opinion ?"

Comme la monnaie unique, la politique économique commune à l'égard des pays tiers recueille une majorité partout. Surtout en Belgique, en France, en Italie et en Allemagne. Les Pays-Bas, peuple de commerçants habitués à gagner sur l'échange ne répondent pas. C'est un point qui paraît plus sensible pour les pays dont les usines produisent une part importante de leurs ventes à l'étranger. Les industriels sont probablement plus vulnérables que les spécialistes de l'import-export à l'absence d'une organisation politique et juridique puissante. Les producteurs des pays de taille moyenne ne peuvent pas vivre la mondialisation sans s'entendre avec leurs voisins, sinon leurs intérêts seront balayés à terme par les ensembles économiques qui peuvent s'appuyer sur des bases culturelles plus larges.

	OUI	NON	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	83	10	7
Espagne	49	41	10
Suède	62	12	26
Italie	80	13	7
Pays-Bas	nc	nc	nc
Portugal	49	41	10
Allemagne	79	16	5
Belgique	94	4	2

La dévaluation ne satisfait personne

10 "En Europe et hors d'Europe, souffrez-vous davantage de la concurrence des pays : à monnaie forte, à monnaie faible ?"

Dans ce chapitre des moyens capables de renforcer l'Europe, il est clair que les dévaluations compétitives ne devraient pas trouver leur place. Mais les réponses à la question sur les distorsions de concurrence qu'elles provoquent sont tellement éclairantes qu'elles tournent à une démonstration en faveur de la monnaie commune. Les dévaluations, en effet, ne satisfont personne. Ni les pays qui en subissent les conséquences - l'Allemagne, la France, la Belgique et les Pays-Bas font valoir leurs récriminations contre les monnaies faibles - ni les pays qui les pratiquent : ils continuent de redouter la

concurrence des producteurs dont la valeur de la monnaie s'est maintenue ; l'Espagne et l'Italie se plaignent d'abord des devises fortes.

La leçon est également valable à l'égard des adversaires de la stabilité du franc : la dévaluation n'est pas suffisante pour rattraper les forts en Europe et les faibles hors d'Europe.

	EN EUROPE		
	A monnaie forte	A monnaie faible	Ne se prononcent pas
France	17	55	28
Espagne	59	31	10
Suède	19	47	34
Italie	36	14	50
Pays-Bas	20	60	20
Portugal	51	32	17
Allemagne	28	51	21
Belgique	16	67	17

	HORS EUROPE		
	A monnaie forte	A monnaie faible	Ne se prononcent pas
France	10	45	45
Espagne	38	44	18
Suède	16	48	36
Italie	27	23	50
Pays-Bas	20	60	20
Portugal	22	51	27
Allemagne	23	51	26
Belgique	15	54	31

Merci, voisins

11 *"Pour votre entreprise, depuis le 1er janvier 1993, date d'entrée en vigueur de l'acte unique, vos ventes ont-elle davantage augmenté : sur le sol national, dans les autres pays européens, égal, sans opinion ?"*

L'évolution de leurs ventes contribue à expliquer pourquoi les patrons sont très majoritairement favorables à l'Europe. Le marché unique est un bon moyen de développer leurs entreprises. A l'exception de l'Allemagne, de la Belgique et du Portugal, tous les autres pays ont davantage augmenté leurs ventes chez leurs voisins que chez eux. Le soutien de l'activité vient d'abord de l'Union. Les échanges ont beau être inter-industriels plutôt que complémentaires, ils croissent plus vite quand ils sautent les frontières. Evolution évidemment favorable à la construction européenne puisqu'elle rend l'imbrication des économies de plus en plus irréversible. L'exception allemande n'est probablement pas très significative car elle doit beaucoup à la réunification qui a élargi brutalement le marché national.

PAYS	Sur le sol national	Dans les autres pays européens	Egal	Ne se prononcent pas
France	9	45	7	39
Espagne	33	47	5	15
Suède	29	48	5	18
Italie	40	60	-	-
Pays-Bas	20	40	-	40
Portugal	49	22	2	27
Allemagne	72	28	-	-
Belgique	41	36	23	-

LES RETICENCES

Les nationaux et les autres

12 "Sur le plan commercial, faites-vous une différence entre les autres concitoyens et les autres Européens : oui, non, sans opinion ?"

Les Portugais, les Hollandais, les Suédois et les Allemands sont les plus particularistes, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et la France acceptent beaucoup plus volontiers de mêler leurs concitoyens avec les autres Européens quand il s'agit de conclure des affaires. Globalement, le camp des "nationalistes" reste encore majoritaire.

	OUI	NON	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	38	50	12
Espagne	39	59	2
Suède	53	34	13
Italie	33	54	13
Pays-Bas	60	40	-
Portugal	68	29	3
Allemagne	52	40	8
Belgique	34	55	11

Des organigrammes européens

13 "Dans votre entreprise, les ventes en Europe sont-elle traitées : par le service commercial national, par le service exportation pays européens, par le service exportation, autres, sans opinion ?"

Cette question a perdu une partie de son intérêt avec l'abandon de la question N°1. Il est probable, en effet, que l'organisation des services de vente en Europe et hors d'Europe n'est pas la même dans les PME et dans les grands groupes. Il est à noter, cependant, que la Belgique et l'Allemagne sont celles qui ont le plus vite intégré le marché unique dans leurs organigrammes commerciaux. La contradiction apparente entre cette réponse et la précédente signifie probablement que les chefs d'entreprise

sondés ont pensé aux différences de comportement avant de penser à l'organisation du traitement commercial.

	Par le service			Autres	Ne se prononcent pas
	Commercial national	Exportation pays européens	Exportation		
France	22	17	7	2	52
Espagne	33	18	33	-	16
Suède	19	10	33	7	31
Italie	50	8	42	-	-
Pays-Bas	20	20	20	20	20
Portugal	27	-	32	3	38
Allemagne	57	9	34	-	-
Belgique	61	17	16	6	-

Le biais fiscal

14 "Avez-vous l'impression que la fiscalité sur l'entreprise est un obstacle à votre installation dans un autre pays européen : oui, non, sans opinion ?"

Seuls l'Espagne et les Pays Bas s'arrêtent à la fiscalité des autres quand il s'agit de choisir une implantation. Les pays dont les impôts sur l'entreprise sont réputés lourds, comme la France et la Suède, y sont beaucoup moins sensibles.

Les réponses allemandes ne sont pas très différentes de la moyenne européenne, mais il est intéressant de constater que les écarts y sont importants selon le type d'activité - l'imprimerie est la plus sensible aux taxes, la chimie la plus indifférente - et selon la taille des entreprises : les PME sont deux fois plus nombreuses que les grands groupes à voir un obstacle dans la fiscalité.

	OUI	NON	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	19	67	14
Espagne	44	38	18
Suède	24	62	14
Italie	33	54	13
Pays-Bas	60	40	-
Portugal	24	61	15
Allemagne	27	45	28
Belgique	30	45	25

Sollicitude pour les salariés contribuables

15 "Avez-vous l'impression que la fiscalité sur les salariés est un obstacle à votre installation dans un autre pays européen : oui, non, sans opinion ?"

La Belgique, les Pays-Bas et l'Espagne sont les plus effarouchés par l'importance des contributions supportées par leurs salariés. Le parallélisme entre cette réponse et la précédente montre que les chefs d'entreprise savent que les prélèvements effectués sur le pouvoir d'achat de leurs collaborateurs finit par se répercuter sur l'entreprise.

Là encore, les réponses allemandes varient fortement selon la taille des entreprises. La fiscalité sur les salariés ne pose de problème qu'à 4,5 % des grands groupes mais à 24% des PME.

	OUI	NON	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	17	67	16
Espagne	51	36	13
Suède	19	64	17
Italie	27	53	20
Pays-Bas	40	60	-
Portugal	29	58	13
Allemagne	15	59	26
Belgique	42	38	20

La peur des coûts

16 "Le coût global du travail joue-t-il un rôle déterminant dans le choix de vos implantations en Europe : oui, non, sans opinion ?"

Les réponses sont paradoxales. Ce sont, en effet, les patrons allemands qui ont un coût du travail élevé qui sont le plus sensibles à cet aspect du prix de revient. Peut-être parce qu'ils ont été traumatisés par certaines délocalisations spectaculaires dans des pays voisins. On aurait pu penser que les PME qui ont vu certaines commandes passer à l'étranger seraient plus concernées que les grands donneurs d'ordres, mais la taille des entreprises ne jouent pas un rôle primordial dans les réponses à cette question. Contrairement aux secteurs d'activité : l'industrie textile se dit très préoccupée par le coût du travail tandis que la chimie, une fois de plus, se dit la moins concernée.

Aux côtés des Allemands, on trouve des pays qui sont réputés employer une main-d'oeuvre plutôt bon marché. La France et la Suède, pourtant plus proches de l'Allemagne pour le coût de leur main-d'oeuvre se montrent moins impressionnées que ce partenaire par le poids des salaires directs et indirects.

	OUI	NON	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	41	46	13
Espagne	64	31	5
Suède	36	53	11
Italie	54	33	13
Pays-Bas	60	20	20
Portugal	66	30	4
Allemagne	93	5	2
Belgique	56	26	18

Les Allemands se méfient de l'Est

17 "Pensez-vous que l'entrée des pays d'Europe centrale et orientale dans l'Union européenne serait une bonne chose pour votre entreprise : oui, non, sans opinion ?"

Contrairement à ce qu'on croit en France, le Nord, aussi, a peur de l'Est. La Suède et les Pays-Bas témoignent, certes, de beaucoup d'enthousiasme pour l'élargissement de l'Europe aux pays de l'ancien bloc communiste. Mais les patrons allemands sont encore plus pessimistes que leurs homologues français sur les conséquences de l'élargissement à l'Est pour leurs entreprises. Réaction intéressante car elle est en contradiction avec l'insistance que mettent les autorités allemandes à demander l'admission rapide des anciens pays communistes.

	OUI	NON	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	40	43	17
Espagne	44	31	25
Suède	57	21	22
Italie	47	40	13
Pays-Bas	80	-	20
Portugal	17	66	17
Allemagne	38	49	13
Belgique	47	34	19

Pas d'élargissement sans règles communes

18 "Si vous avez répondu non, posez-vous le respect des règles européennes comme condition indispensable à cette entrée : oui, non, sans opinion ?"

Dans leur espérance de voir augmenter le nombre de leurs clients potentiels au sein de l'Union, la Suède et les Pays-Bas, en harmonie avec leur réponse précédente, ne se soucient guère du respect de règles communes. Leurs partenaires se montrent beaucoup plus prudents, ils ne souhaitent pas ouvrir le marché commun à des économies dont le particularisme réglementaire pourrait fausser la concurrence.

	OUI	NON	Sans opinions ou ne se prononcent pas
France	59	-	41
Espagne	36	-	64
Suède	21	-	79
Italie	86	14	-
Pays-Bas	20	-	80
Portugal	59	3	38
Allemagne	37	49	14
Belgique	39	26	35

Le regard sur "l'étranger"

19 "Avez-vous engagé des cadres européens d'un autre pays que le vôtre : oui, non ?"

La France et les Pays-Bas se distinguent par la généralisation du recours à des cadres venant des autres pays. L'Italie et l'Allemagne étant les plus réticentes à employer des étrangers dans leurs entreprises. L'intégration des hommes se fait moins vite que celle des produits.

	OUI	NON
France	95	5
Espagne	74	26
Suède	53	47
Italie	20	80
Pays-Bas	100	-
Portugal	32	68
Allemagne	23	77
Belgique	71	29

Le poids de la géographie

20 "Si vous réaliser une nouvelle implantation en Europe, à quel autre pays que le vôtre donneriez-vous la préférence : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède ?"

Prime au voisin. Ce n'est pas une surprise, malgré la baisse du coût des transports, chacun préfère trouver des débouchés proches de ses implantations. Cette tentation est renforcée au sein de l'Europe parce que la proximité géographique s'accompagne souvent d'une affinité culturelle. On peut probablement voir également dans cette réaction une volonté consciente ou inconsciente de mieux défendre son pré carré. L'intérêt des Allemands pour les implantations au Portugal découle très logiquement des réponses apportées par les Portugais eux-mêmes à la question N°11 sur le développement de leurs ventes depuis le 1er Janvier 1993. Les marchés en expansion rapide sont évidemment plus appétissants que ceux qui stagnent.

Choix exprimé par(1) :	PAYS PREFERES :				
	Allemagne	Autriche	Danemark	Belgique	Espagne
La France	41	5	7	-	10
L'Espagne	18	5	2	-	2
La Suède	19	2	7	14	7
L'Italie	21	11	-	-	5
Les Pays-Bas	-	-	-	-	-
Le Portugal	10	5	5	2	41
L'Allemagne	-	6	5	1	10
La Belgique	14	5	2	1	9
	Finlande	France	Grande-Bretagne	Grèce	Irlande
La France	-	2	17	-	3
L'Espagne	-	28	13	2	10
La Suède	7	12	22	2	5
L'Italie	-	32	21	-	-
Les Pays-Bas	-	20	-	-	-
Le Portugal	2	5	19	-	-
L'Allemagne	1	13	18	2	9
La Belgique	2	19	12	1	3
	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Suède
La France	5	-	7	3	2
L'Espagne	10	2	-	51	-
La Suède	9	-	10	2	3
L'Italie	-	-	5	-	5
Les Pays-Bas	-	-	-	-	-
Le Portugal	5	-	5	-	2
L'Allemagne	10	2	4	20	1
La Belgique	5	7	18	3	1

(1) Certaines entreprises ont donné plusieurs réponses

CONCLUSION

L'intégration européenne obtient la majorité dans la quasi totalité des cas, quel que soit le pays concerné. Elle est même plébiscitée par les grandes entreprises. C'est clair dans les réponses françaises, comme dans la partie du sondage allemand consacré aux groupes les plus importants. Plus les chefs d'entreprise se frottent aux marchés étrangers, plus ils sont soucieux de voir se constituer une Europe forte et unie.

Contrairement à certains hommes politiques, les patrons n'ont pas perdu leur zèle européen. Ils savent trop bien ce que la globalisation de l'économie mondiale signifie. Leurs entreprises ont besoin d'un vaste marché de proximité pour résister à la concurrence étrangère. Et surtout, aux tentations protectionnistes qui peuvent se faire sentir dans d'autres parties du monde.